

Information Clés pour l'Investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet OPC. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

SANSO Megatrends 2 (Part I: FR0011991298)

Fonds commun de Placement géré par SANSO Investment Solutions

1. Objectifs et politique d'investissement

SANSO Megatrends 2 est un OPC Actions Internationales

La gestion a pour objectif de surperformer, sur un horizon minimum de cinq ans, l'indice MSCI World Index en Euro, dividendes réinvestis. L'objectif sera réalisé en investissant sur des fonds spécialisés sur des thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme présentant des perspectives de croissance élevées à long-terme. Ces thématiques liées au développement durables découlent de tendances affectant durablement la société et l'économie, tendances désignées sous le vocable « Megatrends » qui sont : 1) la transition énergétique, 2) la gestion des ressources naturelles et 3) le développement humain. L'indicateur sert de référence a posteriori.

La société de gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire qui s'appuie sur une analyse fondamentale et quantitative.

Le processus de gestion combine deux principaux moteurs de performance, qui sont :

- 1) la sélection et allocation de thématiques d'investissement
- 2) la sélection d'OPC, tels que définis par nos analyses liées notamment au caractère durable de chacun des fonds: nature durable des thèmes d'investissement du fonds, l'exposition effective à ces thèmes, la méthodologie de rattachement d'une entreprise à un thème durable, l'intégration des considérations ESG, c'est-à-dire de protection de l'environnement de responsabilité sociale et gouvernance dans le processus d'investissement et la transparence et la qualité de la communication notamment sur ces aspects thématiques. Le rating sur les fonds repose sur l'analyse de 4 critères : 1) l'engagement de la société de gestion en matière de développement durable ou sur la thématique 2) la recherche ESG ou sur la thématique durable 3) le processus de gestion ESG ou lié aux thématiques durable et enfin la transparence en matière d'application de critères ESG ou sur la thématique durable concernée.

Aucune des thématiques d'investissement n'est structurellement privilégiée mais certains choix ponctuels sont réalisés selon les anticipations de la société de gestion de portefeuille.

Pour chacune des thématiques d'investissement, ces anticipations se basent notamment sur l'analyse :

- 1) du contexte économique et de marché
- 2) des fondamentaux de la thématique
- 3) des niveaux de valorisation de la thématique.

Aucun investissement direct en titres vifs, notamment actions, n'est réalisé.

Le fonds est un OPC relevant de la directive 2009/65/CE. Il pourra investir dans les limites réglementaires de 100% en parts ou actions d'OPC français ou européens relevant de la directive 2009/65/CE. Ces OPC pourront, le cas échéant, être gérés par la société de gestion ou par une société liée.

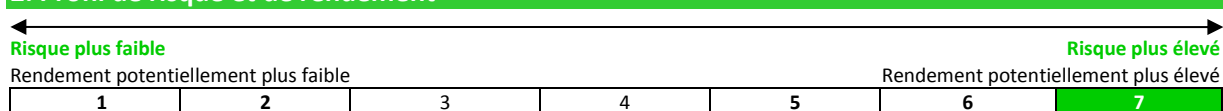
Cet OPC est principalement investi en OPC dont ETF français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE de type "Actions internationales". Le fonds pourra toutefois recourir aux OPC dont ETF français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE "Actions des pays de l'Union Européenne", "Actions de pays de la zone euro" et "Actions Françaises". Les OPC sélectionnés pourront être investis en petites, moyennes et grandes capitalisations et exposés aux marchés émergents. Le fonds pourra recourir à des interventions sur des instruments financiers à terme afin de couvrir les risques de marché 'actions' ainsi que les risques de change.

Les revenus nets du FCP sont totalement réinvestis.

Les demandes de rachat sont reçues tous les jours jusqu'à 10 heures et exécutées quotidiennement (calendrier officiel d'Euronext Paris SA). Les demandes de souscriptions et de rachats sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée après la réception de l'ordre, à cours inconnu. Elles sont réglées à J+3 ouvré, J étant le jour de centralisation.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

2. Profil de risque et de rendement



L'exposition aux marchés actions, via des OPC, explique le classement de l'OPC dans cette catégorie d'indicateur de risque et de rendement. En effet, la volatilité cible des OPC entrant dans le périmètre d'investissement de SANSO Investment Solutions ainsi que sa stratégie d'investissement laissent à penser que l'OPC pourrait en moyenne être exposé, via des OPC, de manière importante à des marchés volatils, notamment les marchés actions des pays développés et émergents.

Les données historiques, telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPC.

La catégorie de risque associée à cet OPC n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ». Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Risques importants pour l'OPC non pris en compte dans l'indicateur : Néant

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de votre portefeuille.

3. Frais

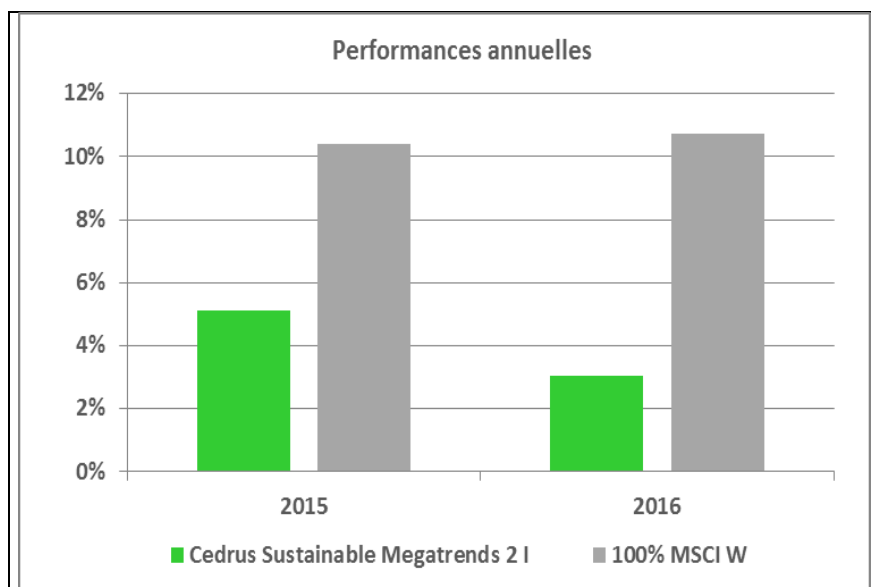
Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement	
Frais d'entrée	3%
Frais de sortie	3%
Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital lors de votre souscription et/ou rachat de parts. Dans certains cas, vous pourriez payer moins. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.	
Frais prélevés par le fonds sur une année	
Frais courants	1.51% TTC
Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	20% TTC de la surperformance par rapport à l'indice avec « High Water Mark »

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer au prospectus de cet OPC, disponible sur le site internet www.sanso-is.com.

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPC lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPC y compris les coûts de commercialisation et de distributions des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

4. Performances passées



Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Les performances présentées dans ce diagramme le sont toutes charges incluses

Date de création de l'OPC : 10/07/2014 (agrément AMF le 01/07/2014)

Devise de calcul des performances passées de l'OPC : Euro

5. Informations pratiques

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, Société Anonyme, Etablissement de crédit, agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), situé au 3, rue d'Antin-75002 Paris.

Le prospectus et les derniers documents d'informations périodiques réglementaires, ainsi que toutes autres informations pratiques, sont disponibles gratuitement auprès de la société de gestion, sur simple demande écrite du porteur (SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France) ou via son site Internet (www.sanso-is.com).

La valeur liquidative peut être obtenue auprès de la société de gestion et sur son site Internet.

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de titres de l'OPC peuvent être soumis à imposition. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal.

La responsabilité de SANSO Investment Solutions ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPC.

Cet OPC est agréé en France et réglementé par l'Autorité des marchés financiers.
SANSO Investment Solutions est agréée en France et réglementée par l'Autorité des marchés financiers.
Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 26/06/2017

SANSO MEGATRENDS 2

OPC relevant de la directive 2009/65/CE

1. CARACTERISTIQUES GENERALES

CODE ISIN : FR0011991298 – part I

FORME JURIDIQUE : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français

DENOMINATION : SANSO MEGATRENDS 2

DATE DE CREATION ET DUREE D'EXISTENCE PREVUE : le FCP a été créé le 10/07/2014 pour une durée de 99 ans (agrément AMF du 01/07/2014)

SYNTHESE DE L'OFFRE DE GESTION:

Part	Code Isin	Affectation des résultats	Périodicité de calcul de la valeur liquidative	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Fractionnement des parts	Montant minimum des souscriptions
I EUR	FR0011991298	Résultat net : Capitalisation Plus-values réalisées : Capitalisation	Quotidienne	Euro	Tous	Néant	Souscription initiale : 500.000 euros(*) Souscription ultérieure : Néant

(*) A l'exception de la société de Gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part

LIEU OU L'ON PEUT SE PROCURER LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER ETAT PERIODIQUE:

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

SANSO Investment Solutions
69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France

contact@sanso-is.com

2. ACTEURS

SOCIETE DE GESTION DE PORTEFEUILLE :

SANSO Investment Solutions SAS

69 boulevard Maiesherbes, 75008 Paris - France

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers le 19 octobre 2011 sous le numéro GP-11000033

DEPOSITAIRE ET CONSERVATEUR:

Le Dépositaire de l'OPCVM est BNP Paribas Securities Services SCA, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque BNP Paribas Securities Services calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont BNP Paribas Securities Services est Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous- délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les

services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

CENTRALISATEUR DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT:

Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat : SANSO Investment Solutions

Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat par délégation : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES.

La société de gestion s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise.

PRIME BROKER : Néant

COMMISSAIRE AUX COMPTES:

PwC SELLAM :

2, rue Vatimesnil - CS 60003

92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex

Représenté par Monsieur Frédéric SELLAM

COMMERCIALISATEUR : Néant

DELEGATAIRE DE LA GESTION COMPTABLE :

BNP PARIBAS Securities Services SCA

3, rue d'Antin, 75002 Paris - France.

Adresse postale : Petit Moulin de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin - France.

Elle consiste principalement à assurer la gestion comptable du FCP et le calcul des valeurs liquidatives. Le délégué de la gestion comptable assure les fonctions d'administration des fonds (comptabilisation, calcul de la valeur liquidative).

CONSEILLER : Une convention de conseil en allocation d'actifs est signée entre SANSO Investment Solutions et la société R green Invest SAS

Siège social : 39 avenue d'Iena, 75116 Paris

Le conseiller n'est pas amené à prendre de décisions pour le compte du FCP, qui relèvent de la compétence et de la responsabilité exclusives de la société de gestion de portefeuille du FCP.

3. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

3.1 - CARACTERISTIQUES GENERALES

CARACTERISTIQUES DES PARTS OU ACTIONS :

CODE ISIN : Part I: FR0011991298 - Valeur liquidative d'origine : 10.000 euros

NATURE DU DROIT ATTACHE A CHAQUE PART:

L'investisseur dispose d'un droit de propriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

PRECISIONS SUR LES MODALITES DE GESTION DU PASSIF:

Dans le cadre de la gestion du passif du FCP, les fonctions de centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que de tenue de compte émetteur des parts sont effectuées par le Dépositaire par délégation. L'administration des parts est assurée en Euroclear France. Toutes les parts sont au porteur.

DROIT DE VOTE :

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts du fonds, les décisions étant prises par la société de gestion.

FORME DES PARTS:

Au porteur. Le FCP est admis en Euroclear France.

DECIMALISATION:

Néant pour la part I

DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE:

Dernier jour de bourse du mois de décembre (premier exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de décembre 2014).

INDICATIONS SUR LE REGIME FISCAL:

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés.

Selon le principe de transparence, les produits encaissés par le FCP sont imposés entre les mains des porteurs résidents lorsqu'ils sont effectivement distribués et les plus-values réalisées par le FCP sont normalement taxables à l'occasion du rachat des parts par les porteurs.

3.2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Code ISIN : Part I: FR0011991298

CLASSIFICATION: Actions internationales

OPC d'OPC : Jusqu'à 100% de l'actif net du fonds

OBJECTIF DE GESTION:

La gestion a pour objectif de surperformer, sur un horizon minimum de cinq ans, l'indice MSCI World en Euro, dividendes ré-investis. L'objectif sera réalisé en investissant sur des fonds spécialisés sur des thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme présentant des perspectives de croissance élevées à long-terme. Ces thématiques découlent de tendances affectant durablement la société et l'économie, tendances désignées sous le vocable « Megatrends » qui sont :

- La transition énergétique,
- La gestion des ressources naturelles,
- Le développement humain.

L'indicateur sert de référence a posteriori.

INDICATEUR DE REFERENCE:

L'indice de référence est le MSCI World Index Euro, dividendes ré-investis, évalué sur les cours de clôture.

L'indice MSCI World net Euro est disponible sur le site www.msci.com. Cet indice, publié par Morgan Stanley Capital International, est représentatif des plus grosses capitalisations boursières de 24 marchés développés dans le monde. L'indice est calculé en pondérant chaque valeur par sa capitalisation boursière (en ne prenant en compte que son flottant). Il est exprimé en euros et les dividendes sont réinvestis. Le code Bloomberg est MSDEWIN.

Il faut cependant noter que la gestion du FCP n'étant pas indicielle, la performance du FCP pourra, le cas échéant, s'écarter sensiblement de cet indicateur de référence.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT:

La société de gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire qui s'appuie sur une analyse fondamentale et quantitative.

Le processus de gestion combine deux principaux moteurs de performance, qui sont :

- La sélection et allocation de thématiques d'investissement
- La sélection d'OPC

Aucune des thématiques d'investissement n'est structurellement privilégiée mais certains choix ponctuels sont réalisés selon les anticipations de la société de gestion de portefeuille.

Pour chacune des thématiques d'investissement, ces anticipations se basent notamment sur l'analyse :

- Du contexte économique et de marché
- Des fondamentaux de la thématique
- Des niveaux de valorisation de la thématique.

Aucun investissement direct en titres vifs, notamment actions, n'est réalisé.

Le FCP est un OPC relevant de la directive 2009/65/CE. Il pourra investir dans les limites réglementaires de 100% en parts ou actions d'OPC français ou européens relevant de la directive 2009/65/CE. Ces OPC pourront, le cas échéant, être gérés par la société de gestion ou par une société liée.

a) Univers d'investissement

Le FCP est principalement investi en OPC dont ETF français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE de type "Actions internationales". Le fonds pourra toutefois recourir aux OPC, dont ETF, français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE "Actions des pays de l'Union Européenne", "Actions de pays de la zone euro" et "Actions Françaises". Les OPC sélectionnés pourront être investis en petites, moyennes et grandes capitalisations.

L'exposition indirecte du FCP aux différentes devises dépend d'une part de l'exposition aux risques de change des OPC sélectionnés et d'autre part des décisions d'allocation géographique du gestionnaire. Elle est gérée de façon discrétionnaire. En pratique, les OPC sélectionnés seront principalement libellés en euros mais pourront, en fonction des stratégies mises en œuvre par les gestionnaires, être indirectement exposés à des devises autres que l'euro. Cette exposition pourra donc représenter jusqu'à 100% de l'actif et pourra être couverte en tout ou partie par SANSO Investment Solutions.

Actions : néant

b) Sélection d'OPC

La sélection tient compte de critères quantitatifs et qualitatifs appréciés par un Comité de gestion sur la base de travaux préparatoires menés par l'équipe de SANSO Investment Solutions.

Les critères d'analyse sont en partie de nature :

- Quantitative : l'analyse historique des performances et des risques de l'OPC.
- Qualitative:
 - la Société de Gestion
 - les moyens humains et techniques affectés à la gestion de l'OPC ;
 - le processus de gestion de l'OPC ;
 - le reporting et la documentation légale mise à disposition ;
 - les caractéristiques opérationnelles (dépositaire, valorisateur, frais, modalité de souscription/rachat...).

Ces critères ne sont pas équipondérés.

Le processus de sélection des OPC investissant sur les Megatrends consiste d'abord à leur attribuer un rating (AAA, AA, A ou B), les principaux critères conduisant à ce rating étant la nature durable des thèmes d'investissement du fonds, l'exposition effective à ces thèmes, la méthodologie de rattachement d'une entreprise à un thème, l'intégration des considérations ESG, c'est-à-dire de protection de l'environnement (E) de responsabilité sociale (S) et gouvernance (G) dans le processus d'investissement et la transparence et la qualité de la communication notamment sur ces aspects thématiques. Le rating sur les fonds repose sur l'analyse de 4 critères : 1) l'engagement de la société de gestion en matière de développement durable ou sur la thématique 2) la recherche ESG ou sur la thématique durable 3) le processus de gestion ESG ou lié aux thématiques durables et enfin la transparence en matière d'application de critères ESG ou sur la thématique durable concernée. Les équipes de SANSO Investment Solutions sont chargées d'étudier le caractère durable de ces fonds selon cette méthodologie d'analyse et produisent un rating ainsi que des commentaires détaillés sur les aspects durables de chacun des fonds. Seuls les fonds notés AAA, AA ou A peuvent faire partie du portefeuille.

Deux scores sont ensuite calculés :

- Un scoring financier qualitatif prenant en compte des critères tels que l'expérience des équipes impliquées dans la gestion du fonds, la qualité du processus de gestion, le contrôle de différents risques dont la liquidité.
- Un scoring financier quantitatif visant à mesurer la capacité du gérant à surperformer son univers

c) Construction de portefeuille

L'allocation d'actifs s'inscrit dans le cadre des principales conclusions du Comité de gestion de SANSO Investment Solutions. La construction de portefeuille vise ensuite à privilégier les fonds les mieux notés sur les plans qualitatif et quantitatif.

La construction du portefeuille prend en compte :

- La capacité des supports à surperformer leur univers d'investissement
- Les corrélations entre les différents supports pour favoriser la diversification
- Les perspectives sur les thèmes d'investissement

Précisions que le FCP n'a pas vocation à être en permanence pleinement investi sur les thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme porteuses à long-terme. Si les anticipations à court ou moyen-terme sont négatives, le fonds pourra investir sur d'autres actifs, notamment des OPC, dont ETF, ayant pour vocation de répliquer le MSCI World.

La société R green Invest intervient en qualité de conseil sur l'allocation d'actifs et la sélection de fonds. R green Invest dispose d'une expertise dans l'analyse des thématiques et des valeurs liées aux énergies alternatives, aux ressources naturelles, à la transition énergétique et à la santé. A ce titre, RGreen Invest fournira des analyses et recommandations argumentées – analyse sectorielle, analyse financière, étude des enjeux/risques/opportunités, réglementation, due diligence – qui viendront enrichir les analyses des équipes de SANSO Investment Solutions et alimenter le débat lors des Comités de gestion.

PRINCIPALES CATEGORIES D'ACTIFS UTILISES (HORS DERIVES INTEGRES) :

Le portefeuille du FCP est constitué des catégories d'actifs et instruments financiers suivants:

- Parts ou actions d'OPC : le Fonds peut détenir jusqu'à 100 % de son actif en actions ou parts d'OPC français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE qui ne peuvent investir plus de 10% de leur actif en parts ou actions d'OPC dont des ETF français ou européens relevant de la directive 2009/65/CE.

Pour la gestion de sa trésorerie, le FCP pourra investir dans des OPC de type monétaire.

Les OPC mentionnés ci-dessus peuvent être gérés par SANSO Investment Solutions.

- Actions : Néant
- Titres de créance et instruments du marché monétaire : Néant
- Instruments dérivés : le gérant utilisera des instruments financiers à terme

Le gérant interviendra sur des marchés règlementés à des fins de couverture du risque « action » : futures (contrat sur Indice Action), options (options sur indices Action), CFD

Le gérant interviendra également sur des marchés de gré à gré à des fins de couverture du risque de change : swaps de change et change à terme

Ces instruments seront exclusivement utilisés pour couvrir le portefeuille, en complément des titres en portefeuille, sans rechercher d'effet de levier (dans la limite d'une fois l'actif).

Instruments intégrant des dérivés :

Le FCP n'investit pas sur les instruments financiers intégrant des dérivés.

Emprunts d'espèces :

Le FCP peut recourir de manière accessoire et temporaire à des emprunts d'espèces dans la limite maximale de 10% de son actif.

Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres :

Le FCP ne procède pas à des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres.

PROFIL DE RISQUE :

L'investisseur s'expose au travers du FCP principalement aux risques suivants, notamment par l'investissement dans des OPC sélectionnés par la société de gestion de portefeuille.

Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

- Risque de perte en capital : Le porteur ne bénéficie pas d'une garantie en capital.
- Risque action : Le FCP étant investi en parts ou actions d'OPC actions, il comporte des risques liés à l'exposition indirecte sur ces marchés. Le risque actions correspond au risque de baisse de la valeur des actions auxquels les actifs du FCP sont exposés compte tenu des variations importantes des marchés des actions. Le FCP investit en partie dans des OPC actions de petites ou moyennes capitalisations. Sur ces marchés, les évolutions sont plus brutales à la hausse comme à la baisse, la valeur liquidative du FCP pourra donc être directement impactée.
- Risque lié à la gestion discrétionnaire : Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés notamment sur le marché des actions. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.
- Risque de change : Le porteur pourra être exposé à un risque de change. Certains éléments de l'actif sont exprimés dans une devise différente de la devise de comptabilisation du FCP ; de ce fait, l'évolution des taux de change pourra entraîner la baisse de la Valeur Liquidative du FCP.
- Risque de contreparties : Il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie, retenue dans l'utilisation d'instruments financiers à terme en couverture, la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.
- Risque d'exposition aux pays émergents : la valeur liquidative du FCP peut connaître une variation élevée en raison d'un investissement sous-jacent sur les marchés des pays émergents, sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées et dont les conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. Ainsi, la valeur liquidative du FCP peut connaître une variation induite par l'exposition sur ce marché et la valeur du fonds peut baisser significativement.

SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE:

Le FCP s'adresse à tout type de souscripteurs.

Le FCP est destiné aux souscripteurs qui recherchent une exposition importante aux marchés actions.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans le FCP dépend du niveau de risque que l'investisseur souhaite prendre. Ce montant dépend également de paramètres inhérents au porteur, notamment sa situation patrimoniale et la composition actuelle de son patrimoine financier. La constitution et la détention d'un patrimoine financier supposent une diversification des placements. Aussi, il est recommandé à toute personne désireuse de souscrire des parts du FCP de contacter son conseiller habituel pour avoir une information ou un conseil, plus adapté à sa situation personnelle.

Durée de placement minimum recommandée: 5 ans et plus.

Par ailleurs les parts du FCP ne pourront être ni offertes, ni vendues à des investisseurs résidents institutionnels américains ou aux sociétés, associations ou autres entités créées ou régies selon les lois des Etats-Unis.

MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTION DES RESULTATS: Capitalisation

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PARTS :

Code Isin	Affectation des résultats	Périodicité de calcul de la VL	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Fractionnement des parts	Montant minimum des souscriptions
Part I FR0011 991298	Résultat net : Capitalisation Plus values réalisées : Capitalisation	Quotidienne	EUR	Tous	Néant	Souscription initiale : 500.000 euros* Souscription ultérieure : Néant

(*) A l'exception de la société de Gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part

COMMISSIONS ET FRAIS:

a) Les commissions de souscription/rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion de portefeuille, au commercialisateur, etc.

COMMISSIONS A LA CHARGE DE L'INVESTISSEUR PRELEVEES LORS DES SOUSCRIPTIONS ET DES RACHATS	ASSIETTE	BAREME du FCP
COMMISSION DE SOUSCRIPTION NON ACQUISE A L'OPC	Valeur liquidative X nombre de part	3 % taux maximum
COMMISSION DE SOUSCRIPTION ACQUISE A L'OPC	Valeur liquidative X nombre de part	Néant
COMMISSION DE RACHAT NON ACQUISE A L'OPC	Valeur liquidative X nombre de part	3 % taux maximum
COMMISSION DE RACHAT ACQUISE A L'OPC	Valeur liquidative X nombre de part	Néant

b) Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le Dépositaire et la société de gestion.

FRAIS FACTURES AU FCP	ASSIETTE	TAUX /BAREME DU FCP
FRAIS DE GESTION ET FRAIS DE GESTION EXTERNES A LA SOCIETE DE GESTION (CAC, dépositaire, distribution, avocats)	Actif net du FCP	Part I : 0.75% TTC (taux maximum)
FRAIS INDIRECTS MAXIMUM (commissions et frais de gestion)	Actif net du FCP	5.00 % TTC (taux maximum) (*)
COMMISSIONS DE MOUVEMENT (TTC)	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
COMMISSION DE SURPERFORMANCE (*)	Actif net du FCP	20% TTC de la surperformance par rapport à l'indice (**) avec High Water Mark (***)

(*) Le FCP investira dans des OPC dont les frais de gestion (hors frais variables) sont compris entre 0% et 4.00% TTC, et pour lesquels le FCP supportera des commissions de souscription ou de rachat de 1,00% maximum. En présence d'OPC proposant plusieurs catégories de parts, le FCP sera investi dans les parts auxquelles il peut souscrire dont les frais de gestion seront les plus faibles.

(**) La commission de surperformance est calculée en comparant l'évolution de l'actif du Fonds à celui d'un fonds fictif de référence réalisant la performance de son indicateur de référence (indicateur composé de 100% du MSCI World Index Euro, dividendes ré-investis) et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et rachats que le Fonds réel. Cette commission est payable annuellement. Elle sera prélevée pour la première fois à la clôture du premier exercice complet du fonds, et ensuite à chaque fin d'exercice. La commission correspond à un pourcentage de la différence positive entre l'actif du Fonds réel et celui du Fonds fictif de référence, appréciée sur la durée de l'exercice comptable. Cette différence fait l'objet d'une provision, ajustée à chaque établissement de la valeur liquidative. En cas de rachat de parts du FCP, la quote-part de la provision pour frais de gestion variables est acquise à la société de gestion.

(***) Le système de « High Water Mark » n'autorise la société de gestion à prétendre à des commissions de surperformance que si la Valeur Liquidative de fin d'exercice est supérieure à la Valeur Liquidative dite « High Water Mark », égale à la dernière Valeur Liquidative ayant supporté une commission de surperformance, ou à défaut, à la Valeur Liquidative d'origine.

Procédure du choix des intermédiaires :

Les contreparties sont sélectionnées par la société de gestion de portefeuille dans le cadre de sa politique de meilleure sélection et dans l'intérêt des porteurs. Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel du FCP.

Toute demande d'autorisation d'un nouvel intermédiaire financier fait l'objet d'un dossier préparé par le gérant incluant une « fiche de sélection intermédiaire financier » qui précise les instruments et activités concernés ainsi que les notes et commentaires sur les prestations fournies. Ces fiches sont revues à fréquence semestrielle lors du comité de sélection des intermédiaires.

La procédure de sélection et de suivi des intermédiaires est disponible auprès de la société de gestion sur simple demande.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter:

- des commissions de surperformance : celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FCP a dépassé son objectif de performance. Elles sont donc facturées au FCP ;
- des commissions de mouvement facturées au FCP;

c) Frais de gestion maximum des OPC sous-jacents:

Le FCP s'engage à ne souscrire que dans des OPC français ou relevant de la directive 2009/65/CE dont les frais de gestion fixes maximum ne dépasseront pas 4% TTC par an de l'actif net. Toutefois, la société de gestion a pour objectif de ne sélectionner que des fonds dont les frais réels nets de rétrocessions ne dépasseront pas 2,50% TTC.

d) Commission de souscription et de rachat indirectes :

Commission de souscription acquise des OPC sous-jacents : 1% de l'actif net (taux maximum).

Commission de rachat acquise des OPC sous-jacents : 1% de l'actif net (taux maximum).

4. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT:

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées par l'établissement en charge de cette fonction (BP2S) chaque jour de valorisation jusqu'à 10 heures. Les demandes de souscriptions et de rachats sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée après la réception de l'ordre, à cours inconnu. Elles sont réglées à J+3 ouvré, J étant le jour de centralisation.

Les souscriptions et rachats portent sur un nombre entier de parts pour la part I. Dans le cadre des dispositions du prospectus, les souscriptions et les rachats de parts du FCP peuvent être effectués auprès des intermédiaires financiers habituels des porteurs. Les investisseurs entendant souscrire des parts et les porteurs désirant procéder aux rachats de parts sont invités à se renseigner directement auprès de leur établissement commercialisateur habituel, sur l'heure limite de prise en compte de leurs demandes de souscription et de rachat, cette dernière pouvant être antérieure à l'heure de centralisation mentionnée ci-dessus.

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur et diminuer le prix de remboursement.

Part I :

- *Montant minimum de la première souscription: 500 000 € (*)*
- *Valeur liquidative d'origine: 10.000 Euros*
- **Organisme désigné pour centraliser les souscriptions et rachats: BP2S**
 - **Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative: quotidienne, à l'exception des samedis, dimanches, des jours fériés légaux en France et des jours de fermeture des Marchés Français (calendrier officiel d'Euronext Paris SA). En cas de jours fériés ou de jour de bourse fermé le jour de l'établissement de la valeur liquidative, la valeur liquidative sera datée du jour ouvré non férié précédent.**
- **Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative: dans les bureaux de la société de gestion ou sur le site internet www.sanso-is.com**

()A l'exception de la Société de Gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part.*

MODALITES D'INFORMATION DES PORTEURS

Communication du prospectus, des derniers documents annuels et périodiques :

Le prospectus du FCP ainsi que les derniers documents annuel et périodique sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France

Modalité de communication de la VL : La valeur liquidative peut être consultée dans les bureaux de la société de gestion ou sur le site internet www.sanso-is.com

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement du FCP:

Les porteurs sont informés des modifications apportées aux modalités de fonctionnement du FCP, soit individuellement, soit par voie de presse soit par tout autre moyen conformément à l'instruction AMF 2011-19.

Les informations sur les critères relatifs au respect des objectif sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France.

5. REGLES D'INVESTISSEMENT

Le FCP applique les ratios réglementaires définis par l'articles R214-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Méthode du calcul du risque global du portefeuille : la méthode de calcul de l'engagement sera utilisée pour le FCP. Cette méthode intègre l'ensemble des instruments financiers à terme.

7. REGLES D'EVALUATION ET METHODE DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

7.1 – REGLES D'EVALUATION DES ACTIFS

Le FCP est valorisé en cours de clôture. Le FCP s'est conformé aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur et notamment au plan comptable des OPC.

La devise de valorisation du FCP est l'Euro.

Le portefeuille est évalué à chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes annuels de la manière suivante :

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

OPC Détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées sur les cours de J et à défaut à la dernière valeur liquidative connue.

Les instruments financiers à terme :

Les instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés en cours de compensation du jour.

Engagements hors bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrat d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

7.2 – METHODE DE COMPTABILISATION

La comptabilisation des revenus s'effectue selon la méthode des coupons encaissés.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

Les revenus du week-end ne sont pas comptabilisés par avance.

Ce prospectus est à jour au 26/06/2017

REGLEMENT DU FCP SANSO MEGATRENDS 2

TITRE I. ACTIFS ET PARTS**ARTICLE 1 – PARTS DE COPROPRIETE**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans à compter de la date de versement des fonds, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories d'actions pourront :

- Bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)

- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- Être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

ARTICLE 2 – MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du FCP, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (ci-après « RGAMF ») (mutation du FCP).

ARTICLE 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts du FCP peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du FCP lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus :

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus du FCP.

ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la Valeur Liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE II. FONCTIONNEMENT du FCP

ARTICLE 5 - LA SOCIETE DE GESTION

La gestion du FCP est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le FCP.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FCP.

ARTICLE 5 bis - REGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

ARTICLE 6 - LE DEPOSITAIRE

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utile. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'autorité des marchés financiers tout fait ou décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1) A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2) A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3) A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes

Il porte à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du FCP pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FCP. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III. MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

ARTICLE 9 : MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau, majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos et majoré des plus-values réalisées.

La société de gestion décide de la détermination et de l'affectation des résultats. Le FCP a opté pour des parts de capitalisation. Les sommes capitalisables sont égales au résultat net précédemment défini majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus et majoré des plus-values réalisées.

TITRE IV. FUSION – SCISSION – DISSOLUTION LIQUIDATION

ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre FCP qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs autres FCP communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre FCP commun de placement, à la dissolution du FCP.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le FCP; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un FCP peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 12 - LIQUIDATION

En cas de dissolution, la société de gestion ou le dépositaire assume les fonctions de liquidateur; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V. CONTESTATION

ARTICLE 13 - LOI APLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent règlement est soumis au droit français.

Toutes contestations relatives au FCP qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, relève de la compétence du Tribunal de commerce de Paris.